



# La directive 2007/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation

Ressources, territoires, habitats et logement  
Énergie et climat  
Développement durable  
Prévention des risques  
Infrastructures, transports et mer

**Présent  
pour  
l'avenir**



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Franche-Comté

# QUE FAUT-IL RETENIR POUR METTRE EN ŒUVRE LA DIRECTIVE ?

- Les objectifs de la directive
- Les nouvelles obligations prescrites par la directive
- Son application au territoire français
- Les liens avec le dispositif de prévention actuel
- Les grandes étapes : les figures imposées

# Objet de la directive – Art.1

« Établir un cadre pour l'évaluation et la gestion des risques d'inondation, qui vise à réduire les conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique associées aux inondations dans la Communauté »

Occasion de revisiter la politique de prévention des inondations en France de manière ambitieuse et pragmatique à la fois

# Objectifs de la Directive Inondation

**Disposer d'une politique de gestion globale des inondations pour en réduire les conséquences dommageables**

- **Se fixer des objectifs de gestion et se donner les moyens d'y parvenir**

- ✓ en s'appuyant sur les grands axes de la politique de gestion des inondations française,
- ✓ en focalisant sur la réduction des conséquences négatives potentielles des inondations,
- ✓ dans une optique de développement durable,
- ✓ et en prenant en compte les effets du changement climatique.

# Objectifs de la Directive Inondation

**Porter les efforts public en priorité sur les territoires à risques importants** de manière transparente selon des critères de sélection partagés,

en privilégiant l'implication de tous les acteurs de la gestion des risques d'inondation, en particulier les collectivités territoriales.

Ainsi, la mise en oeuvre de la DI nous conduit à

**Sélectionner des territoires à risques importants (TRI) sur la base d'une évaluation préliminaire homogène (EPRI)**

**Définir les efforts de gestion des risques d'inondation (PGRI) à porter sur ces territoires en affinant la connaissance (Cartographie des risques)**

# la Directive Inondation...

- ... propose une méthode de travail
- En cohérence avec la politique de l'eau, l'échelle de travail est le district hydrographique : le bassin Rhône-Méditerranée
- La démarche proposée est progressive

# LES NOUVELLES OBLIGATIONS PRESCRITES

- **Évaluer les conséquences négatives des inondations**
  - sur quatre enjeux : santé, environnement, activités économiques, patrimoine
  - en s'appuyant sur la connaissance des événements historiques
- **Permettre une analyse hiérarchisée de ces risques sur l'ensemble du territoire**
- **Décliner cette analyse à l'échelle de chaque district**
  - Pour prendre en compte les spécificités (aléas et enjeux)
- **Définir des critères d'importance du risque**
  - pour prioriser les territoires à risque important
- **Choisir des objectifs de gestion et se donner les moyens d'y parvenir sur les territoires à risque potentiel important**

# LES GRANDES ETAPES : FIGURES IMPOSEES

- **Évaluation préliminaire des risques - EPRI**

Première vague fin décembre 2011

- **Sélection des premiers TRI**

Sur la base des EPRI pour juin 2012, désignation fin décembre 2012

- **Réalisation d'une cartographie des risques sur les TRI**

Première réalisation fin décembre 2013

- **Définition de la liste des stratégies locales à élaborer**

contenant leurs périmètres, délais de réalisation et objectifs pour juin 2014

- **Élaboration d'un plan de gestion des risques inondation à l'échelle du district - PGRI**

Première version fin décembre 2015 – calendrier similaire au SDAGE

Une révision tous les 6 ans



# SON APPLICATION AU TERRITOIRE FRANÇAIS : TRANSPOSITION

- ✓ Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Article 221)
- ✓ Décret n° 2011-277 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation

# SON APPLICATION AU TERRITOIRE FRANÇAIS

L'ambition est de mener une politique  
**intégrée** de gestion des risques  
et  
**partagée** par l'ensemble des acteurs

=

**vision commune**

# SON APPLICATION AU TERRITOIRE FRANÇAIS

## Une gouvernance appropriée

- Agir **ensemble**
  - Les services de l'État
  - Les élus
  - Les représentants de la société civile
  - Les populations
- **S'approprier localement la politique de gestion des risques du bassin**
  - Une « **stratégie locale** » portée par les élus sur chaque territoire à risque potentiel important (TRI)
- **Garantir la cohérence des démarches**
  - Par la « **stratégie nationale** »



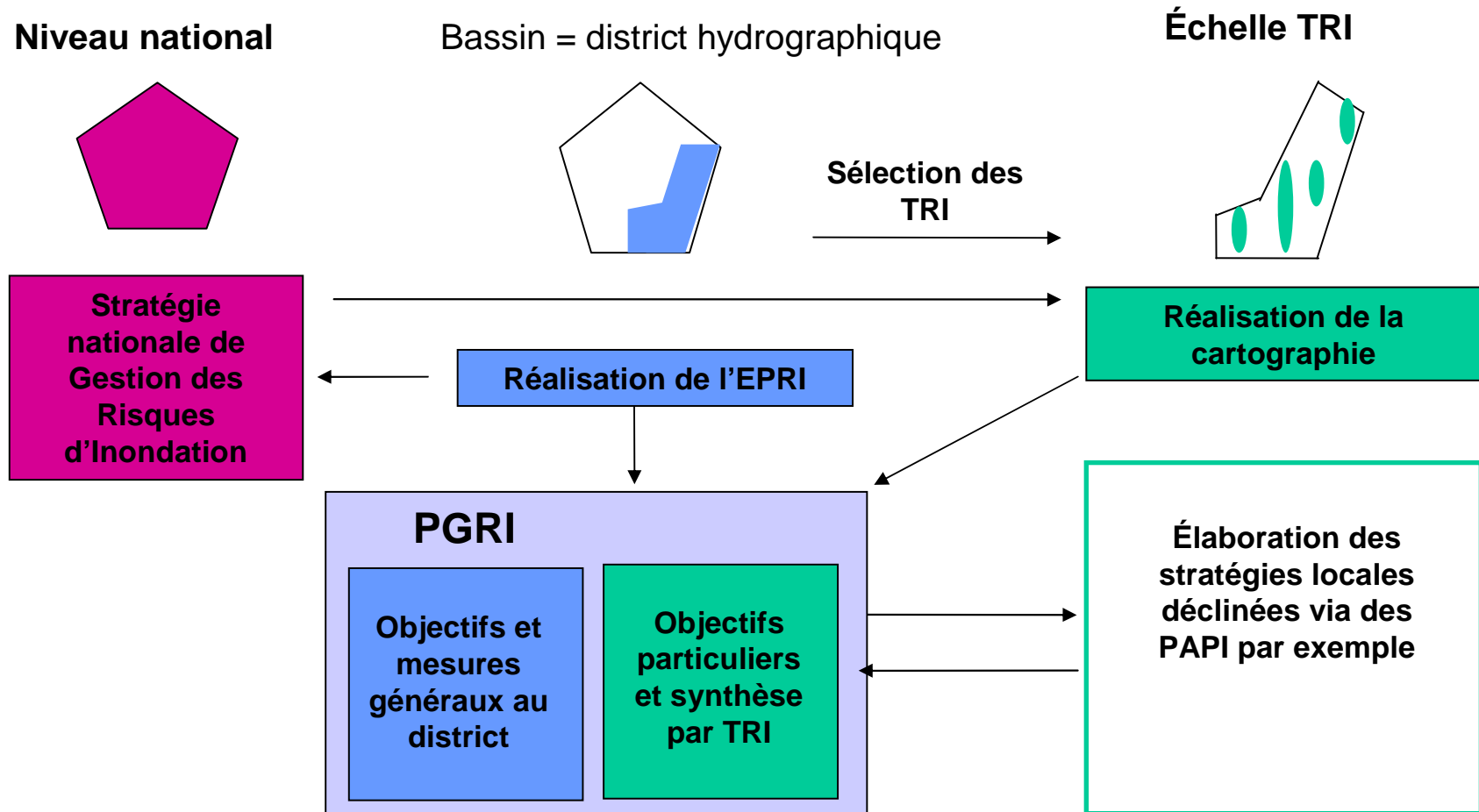
# SON APPLICATION AU TERRITOIRE FRANÇAIS

## Une politique déclinée à trois échelles

- **national** : stratégie nationale + **objectifs** de gestion du risque inondation et **critères de sélection** (des territoires, des mesures) fixés : garants d'une réponse homogène
- **District (bassin ou groupement de bassins)** : **diagnostic** (EPRI, sélection des TRI, cartographies) puis **objectifs** de gestion du risque d'inondation pour le district et les TRI; **plans de gestion des risques d'inondation** qui fixent ces objectifs et définissent les mesures pour atteindre les objectifs,
- **les TRI** : développement de **stratégies locales** (échelles variables) = application des principes et orientations à l'échelle du district, en associant au plus près les acteurs de terrain, mobilisant des **outils existants ou à créer** (PAPI, SAGE, plan grand fleuve, PPRI, prévision des crues...).

# Répartition des rôles

**Une mise en œuvre à 3 niveaux**  
dans un processus partagé avec les parties prenantes



## L'État et les collectivités agissent ensemble...

Le Préfet de bassin associe les «parties prenantes» pour sélectionner les TRI et élaborer le Plan de Gestion des risques d'inondation afin d'initier un processus de travail partagé.

### ... sur trois niveaux

**Niveau national** : Stratégie Nationale de Gestion des Risques Inondation

**De niveau bassin** : « district » = bassin ou groupement de bassins

**Niveau local** : « Stratégie locale » d'application à l'échelle du TRI

Ils commencent par réaliser l'EPRI à l'échelle de chaque district et sélectionner les TRI

... et s'engagent une démarche progressive

*en visant l'amélioration continue des connaissances et des pratiques (démarche DI cyclique)*

# Gouvernance partagée

La concertation et le partage des responsabilités s'organisent au niveau national et au niveau de chaque bassin :

- *Commission Mixte Nationale Inondations*
- *Commission Inondations de Bassin Rhône-Méditerranée* = **Comité de bassin élargi aux parties prenantes concernées** (EPTB, porteurs de PAPI, Contrat de Rivière, SCOT, SAGE, notaires, assureurs, ...)

Organisation similaire au Comité de Bassin :

- Bureau du Comité
- Commissions Territoriales de Bassin élargies ou Commissions Géographiques Inondation

# Directive inondation

Stratégie nationale de gestion  
des risques inondation  
Orientations de gestion  
Critères de sélection des territoires  
à risque potentiel important

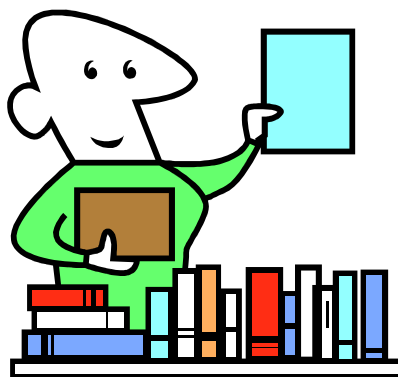
*Stratégie nationale  
Co-construite par  
l'État et les parties  
prenantes*

Cartographie  
sur les territoires à  
risque potentiel  
important

Choix des TRI  
territoires à risque  
potentiel important  
sur chaque district

*TRI arrêtés par le  
Préfet de bassin  
en concertation  
avec les parties  
prenantes*

**E P R I**  
Catalogue  
d'indicateurs  
de risques  
(enjeux/emprise)  
sur chaque territoire



*Expertise et mise au point des  
procédés techniques par les services  
de l'État*

*analyse et interprétation  
pour la sélection des  
TRI*



# Les liens avec le dispositif de prévention actuel

Les outils actuels de gestion : Plan de Prévention des Risques, Programmes d'action de prévention des Inondations, Plans grands fleuves **sont mobilisables** pour la mise en oeuvre de la Directive Inondation. Ils seront **encadrés et optimisés** par le PGRI en 2015.

**Le PGRI doit être compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux fixés par les SDAGE (révisés pour 2015)**

- **Les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec les dispositions du PGRI**

**Les documents d'urbanisme sont compatibles avec :**

- Les objectifs du PGRI
- Les orientations et dispositions des volets du **SDAGE**

↪ ***Garantir la cohérence des politiques publiques menées à l'échelle du bassin dans le domaine de l'eau.***



# Comment évaluer les risques ?

L'État calcule les indicateurs rendant compte de la présence d'enjeux et les met à la disposition des parties prenantes

Objectif : disposer à l'échelle nationale d'une **vision homogène** des enjeux exposés aux risques

Les parties prenantes enrichissent les indicateurs par des informations sur leur territoire

Objectif : disposer d'une **vision rapprochée** des enjeux locaux spécifiques du territoire

= EPRI

**Une stratégie nationale** définit des critères prioritaires pour l'action

**Objectif** : décider à l'échelle nationale d'objectifs **stratégiques** de réduction des dommages potentiels

**Des démarches locales** portent les efforts de gestion en priorité sur les territoires jugés à risques importants d'inondation

**Objectif** : appliquer une gestion **stratégique** en répartissant équitablement les moyens

**= TRI**

**Puis PGRI et stratégies locales**

# Calendrier DI – 2011/2012

- de janvier à l'été 2011 : élaboration de la version Etat de l'EPRI
- 1<sup>er</sup> juillet : 1<sup>ère</sup> réunion du Comité Inondation de Bassin sur l'ensemble du dispositif
- septembre : saisine officielle par courrier des parties prenantes sur la version Etat de l'EPRI
- septembre octobre : présentation de l'EPRI en vue de la sélection de TRI dans le cadre des 9 CTB élargis aux parties prenantes, du COPIL Plan Rhône, d'une réunion spécifique EPTB
- 18 novembre : retour des avis
- 9 décembre : 2<sup>e</sup> réunion du Comité Inondation de Bassin pour l'approbation de l'EPRI consolidée
- 12 décembre : présentation en CAB pour l'approbation de l'EPRI consolidée
- 22 décembre : approbation de l'EPRI par le PCB
- février 2012 : Présentation des critères de sélection des TRI et proposition d'une identification hiérarchisées des territoires du bassin concernés par des risques importants d'inondation dans le cadre des 9 CTB élargis aux parties prenantes, du COPIL Plan Rhône, d'une réunion spécifique EPTB
- mi 2012 : 3<sup>e</sup> réunion du Comité Inondation de Bassin : Proposition de TRI sélectionnés suite à la déclinaison territoriale des critères nationaux dans le cadre des réunions locales